

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Latin America Bureau, Guyana : *Fraudulent Revolution*, Londres, 1984, 106 p.

par Jean Daudelin

Études internationales, vol. 18, n° 3, 1987, p. 685-686.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702234ar>

DOI: 10.7202/702234ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

que le pays atteindra le seuil des pays à revenus moyens tels la Corée et Taiwan (p. 47). Malgré cette expansion économique, des questions se posent sur la stabilité politique du pays. D'une part (et avec l'Iran en arrière-pensée), on présente l'hypothèse que cette expansion économique crée des changements sociaux qui ne peuvent qu'aboutir à l'instabilité et la violence. D'autre part, l'hypothèse opposée est que les bénéfices de l'expansion économique sont distribués à travers de larges couches de la société et, en fait, jouent un rôle important à baisser les tensions sociales.

La troisième perspective considère qu'il n'existe vraiment pas de liens entre le développement économique du Pakistan et son destin politique. Adams refuse la dichotomie et considère que l'expansion économique, à elle seule, n'est pas un facteur de stabilité ou d'instabilité politique. En fait, il remarque que la politique économique du Pakistan ne peut pas être classifiée de façon simpliste: elle est capitaliste — socialiste — islamique avec des secteurs privé et public, en même temps pour la croissance et pour la redistribution. Néanmoins, il est toujours possible que des facteurs non économiques externes interviennent et mettent en cause les progrès du pays.

L'insertion du Pakistan dans l'expansion économique au Moyen-Orient à la suite de la révolution du pétrole lui a servi de tremplin pour son essor. Néanmoins, Zia s'est vite tourné vers l'Islam afin de trouver une base pour la construction de la légitimité politique de son régime. En plus, il a su comment utiliser les progrès de l'économie pour construire des alliances avec divers groupes sociaux.

À partir de cette analyse, Baxter pense que le scénario futur le plus probable est un gouvernement civil qui permet un rôle actif aux militaires même au-delà de Zia.

Norma SALEM

*Institut québécois de recherche
sur la Culture, Montréal*

AMÉRIQUE LATINE

LATIN AMERICA BUREAU, *Guyana: Fraudulent Revolution*, Londres, 1984. 106p.

Le Latin American Bureau nous propose ici une brève synthèse historique de la montée et du maintien au pouvoir de Forbes Burnham, dans l'ancienne Guyane britannique, devenue Guyana.

Malgré le titre un peu pamphlétaire et l'orientation généralement plus tiersmondiste que « bassement scientifique » du Latin America Bureau, ce petit ouvrage ne manque pas d'intérêt.

On nous dresse d'abord un tableau succinct du système d'exploitation de la canne à sucre mis en place par les Anglais et mobilisant à peu près exclusivement, dans cet espace rapidement dépeuplé de ses populations indigènes, une main-d'oeuvre esclave importée d'Afrique et une main-d'oeuvre contractuelle venue du sous-continent indien. L'exploitation par l'administration coloniale du potentiel de dissension que recélait cette diversité ethnique est mise en évidence, de même que la montée d'une classe moyenne de commerçants et de petits fonctionnaires favorisés par le modèle d'administration indirecte privilégié par les Britanniques.

On discute par la suite de l'émergence d'un mouvement national, dont la plupart des secteurs organisés, comprenant les centrales syndicales les plus importantes du pays, sont regroupés dans le *People's Progressive Party* (PPP) de Cheddi Jagan. D'une scission de ce parti, qui gagna les élections de 1953, 1957 et 1961, naîtra le *People's National Congress* (PNC), dirigé dès sa naissance en 1953 par Forbes Burnham. L'ouvrage met en évidence la conjonction d'intérêt qui se développa entre les objectifs du PNC et ceux de la puissance coloniale, qui voyait d'un mauvais oeil l'apparente résolution du PPP à coller à son programme social radical et à ses prises de position plutôt favorables à Cuba et aux mouvements nationalistes marxisants. Le PNC de Burnham par contre, bien que professant une rhétorique tout aussi radicale que le PPP, apparaissait

comme un moindre mal, tout particulièrement du fait de la soif de pouvoir de son équipe dirigeante, qui semblait prête à sacrifier la plupart de ses principes sur l'autel du pragmatisme. Derrière les réticences de l'Angleterre se profilent d'ailleurs les intérêts géostratégiques des États-Unis, qui seraient même intervenus directement pour financer la grève générale qui mena en 1964 à la chute du gouvernement de Jagan. Les autorités coloniales prendront prétexte de ces troubles pour introduire la représentation proportionnelle sur base ethnique.

Cette technicalité allait modifier radicalement les probabilités relatives d'accès à l'État des partis politiques, à cause de la racialisation de leur membership qui s'était progressivement effectuée. Le PPP de Jagan, qui regroupait presque exclusivement des Indiens, était auparavant presque assuré de remporter des élections, puisque la communauté d'origine indienne constituait depuis la fin des années 1950 la majorité de la population. Les partis d'opposition, au lieu de jouer une carte d'ouverture ethnique, firent des pressions pour qu'un mode de scrutin assurant un nombre de sièges déterminé à chacune des communautés soit introduit, qui n'assurerait au PPP qu'une pluralité des sièges. Cela impliquait que le PNC de Burnham devrait, pour prendre le pouvoir, faire alliance avec la coalition de droite de la population d'origine européenne, surtout portugaise. Ainsi fut fait et, comme prévu, Burnham prit le pouvoir en 1964, à la tête d'une coalition extrêmement bigarrée idéologiquement. Le résultat semblant gage d'une stabilité acceptable, les Anglais accordèrent l'indépendance à leur colonie en 1966.

L'histoire de Guyana est depuis lors celle de la consolidation, au fil d'élections truquées, du pouvoir de Burnham, ainsi que d'une politique d'autarcie économique, le « socialisme coopératif », qui allait mener ce pays sous-peuplé (moins de 4 habitants par km²), aux nombreuses ressources naturelles et agricoles, à la pénurie de produits alimentaires.

Brosser un tel tableau, d'une façon étonnamment détaillée, en accompagnant l'exposé d'une brève présentation statistique du pays,

d'une chronologie couvrant quatre siècles, d'une présentation des principaux partis politiques et d'une série d'annexes couvrant des sujets connexes, allant de la dispute frontalière avec le Venezuela jusqu'au suicide collectif de Jonestown, le tout en à peine 100 pages, est un tour de force.

Mais à qui ce tour de force peut-il bien être utile? Certainement pas à l'historien, qui chercherait vainement les sources utilisées pour étudier l'un ou l'autre des problèmes abordés. Certainement pas non plus au sociologue ou au politologue à qui l'appareillage théorique du ou des auteurs, qui mobilise à grand-peine quelques notions marxisantes — classe, prolétariat, transition au socialisme — apparaîtrait un peu primaire. Peut-être à l'étudiant de premier cycle cherchant une brève introduction à la politique contemporaine dans ce pays, encore que cet étudiant devrait faire un travail de documentation très sérieux pour combler les lacunes certaines d'une bibliographie de 14 titres.

Jean DAUDELIN

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

HAVET, José, *The Diffusion of Power: Rural Elites in a Bolivian Province*. Ottawa, University of Ottawa Press, Coll. « International Development », n° 3, 1985, 174p.

La révolution de 1952 et les grandes réformes qui l'ont suivie ont détruit les bases traditionnelles du pouvoir en Bolivie et transformé les structures socio-économiques et socio-politiques de ce pays. Suite à la révolution de 1952, l'armée était temporairement démantelée, les grandes mines d'étain étaient nationalisées alors que les grands propriétaires terriens perdaient leur pouvoir politique et voyaient une grande partie de leurs terres nationalisées et distribuées aux paysans. Finalement, la frontière de l'Est était ouverte à la colonisation, un important programme d'éducation était mis en place particulièrement dans les régions rurales et le suffrage universel était institué.